

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 10455**

Intitulé

MASTER : MASTER Master Droit, Économie, Gestion, Mentions Droit public et Carrières Judiciaires et sciences criminelles, Spécialité Droit du Contentieux International

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Poitiers, Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Président de l'Université de Poitiers, Recteur de l'académie

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Les titulaires du Master droit du contentieux international pourront prétendre à des emplois dans lesquels seront mises en œuvre les activités suivantes :

- Participer à la conception et à la mise en place de dossiers contentieux
- Assurer le suivi des procédures contentieuses publiques ou privées
- Rédiger les recours et mémoires contentieux
- Instruire les dossiers contentieux
- Établir des stratégies contentieuses devant les organes internationaux
- Superviser les procédures mises en œuvre par ses collaborateurs

Encadrer et animer une équipe

Compétences générales :

- Avoir une aptitude au raisonnement juridique appliqué
- Avoir une aptitude au travail en autonomie et en équipe
- Analyser et synthétiser des documents juridiques et administratifs (traités, règlements, directives, résolutions, textes législatifs et réglementaires; circulaires etc.)

- Avoir une aptitude à la décision
- Avoir une aptitude à la communication orale et une aisance rédactionnelle
- Avoir une approche transversale des différents problèmes

Compétences disciplinaires spécifiques :

- Maîtrise de l'environnement juridique international et européen
- Maîtrise des instruments juridiques du contentieux international

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Ce professionnel peut prétendre aux métiers suivants :

Juriste, juriste civil, juriste consultant, juriste d'entreprise, juriste de contentieux, juriste international, juriste international d'entreprise.

Carrière universitaire, recherche (sous réserve de la réussite aux concours de l'enseignement supérieur)

Magistrature, fonction publique nationale, fonction publique européenne, fonction publique internationale.

Conseil auprès d'organisations non gouvernementales

Ce professionnel peut prétendre aux métiers suivants :

Juriste, juriste civil, juriste consultant, juriste d'entreprise, juriste de contentieux, juriste international, juriste international d'entreprise.

Carrière universitaire, recherche (sous réserve de la réussite aux concours de l'enseignement supérieur)

Magistrature, fonction publique nationale, fonction publique européenne, fonction publique internationale.

Conseil auprès d'organisations non gouvernementales

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

K1704 : Management de la sécurité publique

M1205 : Direction administrative et financière

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Accès à la formation :

Pour pouvoir accéder au 3ème semestre du master, l'étudiant devra avoir validé deux premiers semestres de Master selon les modalités d'évaluation. De surcroît, un jury composé de membres de l'équipe de formation procèdera à une sélection des candidats ; cette sélection sera assurée sur la base d'un dossier individuel de candidature et éventuellement sur entretien.

Formation :

Au cours des semestres 3 et 4 du Master, les étudiants suivent des enseignements relatifs à aux différents contentieux internationaux. Ces enseignements, dispensés par des universitaires et des professionnels, sont complétés par des enseignements permettant aux étudiants d'approfondir leurs connaissances en langue et à perfectionner les techniques de communication écrite et orale.

Un mémoire (parcours recherche) ou un rapport de stage (parcours professionnel) est demandé à la fin du 4ème semestre.

Contrôle : les unités de chaque semestre font l'objet d'un contrôle soit continu soit terminal.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUI/NON		COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Membres de l'Equipe Pédagogique de la Mention ayant contribué aux enseignements
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		Membres de l'Equipe Pédagogique de la Mention ayant contribué aux enseignements
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle		X	
Par expérience dispositif VAE	X		Enseignants-chercheurs, professionnels et représentants du SAFIRE

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX
------------------------------------	-------------------------------------

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 05 novembre 2010

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

<http://droit.univ-poitiers.fr>

Autres sources d'information :

<http://droit.univ-poitiers.fr>

université de Poitiers

Lieu(x) de certification :

Université de Poitiers

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

UFR Droit et Sciences Sociales

Historique de la certification :

Rattachement mention modifié avec contrat 2012 (disparition mention Droit Privé)